

L'ALERTE

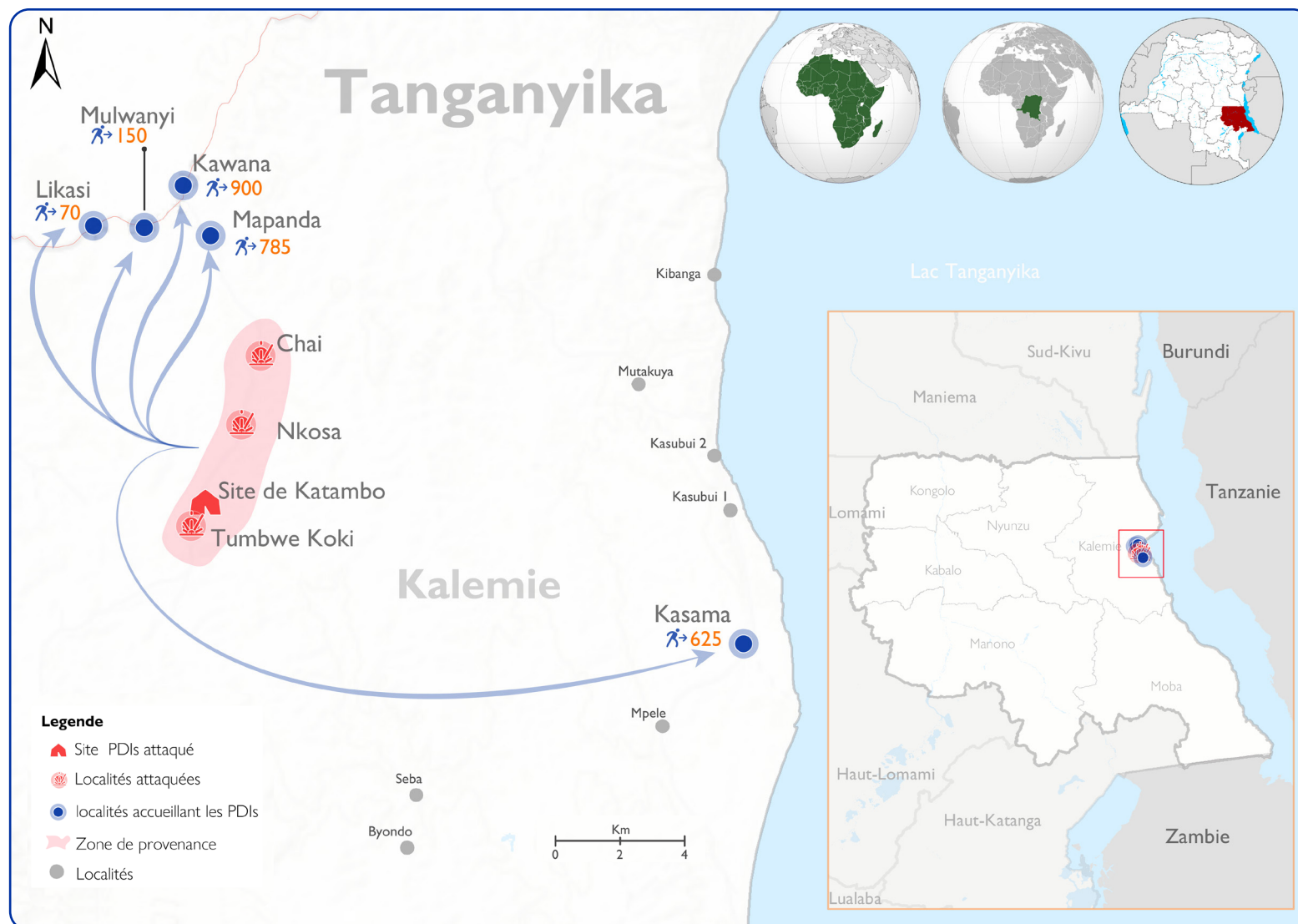
En date du 29 juillet 2024, les affrontements ont eu lieu entre les groupes armés Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et Twa dans le village de Tumbwe Koki et dans le site de Kantambo (tous les deux dans le groupement de Tumbwe Fief, dans la chefferie de Tumbwe, dans le territoire de Kalemie, province du Tanganyika).

À cause des affrontements, la population des villages directement touchés (Tumbwe Koki, Nkosa, Chai, et camp Kantambo) a préventivement déplacé vers les villages Mapanda, Kawama, Mulwany, Likasi et Kasama (2 530 individus, soit 506 ménages). Les personnes déplacées sont actuellement hébergées en familles d'accueil, dans un site spontané (dans Kasama) ou les centres collectifs : l'église 8eme Communauté des Églises Pentecôtistes en Afrique Centrale (CEPAC) à Mapanda et Communauté des Églises Pentecôtistes au Congo (CEPECO) à Kawama.

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT



BESOINS PRIORITAIRES



Cette carte est fournie à des fins d'illustration uniquement. Les limites administratives et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'Organisation Internationale pour les Migrations.

Tableau Récapitulatif de Déplacement

Villages	Ménages	Individus	Hommes	Femmes	Enfants <5
Mapanda	157	785	312	473	132
Kawama	180	900	413	487	302
Mulwanyi	30	150	53	97	42
Likasi	14	70	27	43	16
Kasama	125	625	284	341	176
Total	506	2 530	1 089	1 441	668

Observation & Analyse



Les affrontements entre les groupes armés FARDC et Twa dans le village Tumbwe Koki ont provoqué les déplacements d'environ 2 530 individus, soit 506 ménages. Selon les informateurs clé, les incendies criminels ont détruit plus de 80 pour cent des maisons du village Tumbwe Koki et les abris du camp Kantambo.

La population déplacée a trouvé refuge dans les villages de Mapanda, Kawama, Kasama, Likasi et Mulwanyi, les sites spontanés, et les centres collectifs, dans le groupement Tumbwe Koki (situé dans le territoire de Kalemie).



Étant donné que la rentrée scolaire approche, les institutions scolaires n'ont pas la capacité de gérer les élèves déplacés et autochtones. Jusqu'à la période d'évaluation, aucune structure de prise en charge et d'encadrement de ces groupes sociaux n'était présente.



Face à cette crise qui persiste dans la région, les populations locales et les personnes déplacées sont exposées à des risques importants en matière de protection. Les informateurs clé font état de mariage précoce/forcé, de cambriolages et de violences sexuelles dans les zones de refuge.



Le gouvernement provincial a fourni une assistance en articles ménagers essentiels (AME) à 163 ménages déplacés dans le village de Kasama.

Pourtant, nos enquêteurs ont observé que les personnes déplacées sont accueillies dans des villages qui souffrent déjà d'un accès limité aux approvisionnements. L'insécurité alimentaire a forcé les ménages à adopter des stratégies de mendicité et de travaux journaliers contre rémunération et nourriture.



Selon l'évaluation dans les villages d'accueil Mulwanyi et Kasama, les ménages ont accès à quelques points d'eau fonctionnels et aménagés (à Kawama, 6 points existent et à Likasi un seul point d'eau), mais certains à une longue distance pour y accéder.

Cependant, à Mapanda, il s'observe une utilisation des sources d'eau non améliorées. Dans tous les villages évalués, il y a une absence de capacité de stockage de l'eau et une insuffisance d'installations pour le lavage des mains et d'infrastructure des douches. Les installations sanitaires existantes ne sont pas propres/hygiéniques ou séparées entre hommes et femmes.



Dans ces villages, les informateurs clé ont enregistré une forte pression démographique avec incidence sur les ressources déjà limitées. Les familles d'accueil, ainsi que les personnes déplacées qui vivent avec eux, sont exposées aux risques de surpopulation. De plus, les abris disponibles se sont construits majoritairement en matériaux non-durables.



Les informateurs clé rapportent que les personnes déplacées rencontrent des difficultés à payer les coûts des soins médicaux et souffrent d'un manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé, en raison de la dégradation de la sécurité.

De plus, la famine dans tous les villages hôtes et une pénurie importante de médicaments aggravent la situation de l'ensemble des populations.

METHODOLOGIE

L'évaluation rapide de l'OIM (Suivi des Urgences) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clé des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du 06 – 10 août 2024 à travers des évaluations menées sur terrain avec les informateurs clé.

Évaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clé.